



Communiqué de presse

30 décembre 2009

Réforme de la taxe professionnelle : L'action de l'UNAPL pour l'équité fiscale couronnée de succès par la décision du Conseil Constitutionnel sur les BNC

L'UNAPL se félicite de la décision prise par le Conseil Constitutionnel de censurer le régime particulier applicable aux titulaires de BNC au titre de la nouvelle CET (contribution économique territoriale).

Cette décision rend raison à l'UNAPL qui, depuis l'été dernier et avec le soutien de ses syndicats adhérents, a lancé nombre d'appels et d'actions auprès des élus et décideurs politiques.

« Nous souhaitons vivement éviter les distorsions fiscales induites par l'article 2 du projet de loi de finance 2009 portant sur les articles 1467 et 1586 ter du Code Général des Impôts – la particularité des BNC moins de 5 salariés ayant été motivée lors des débats parlementaires par des raisons budgétaires, en aucun cas des raisons juridiques ou économiques », rappelle Michel Giordano, Vice-Président de l'UNAPL.

C'est finalement les Sages du Conseil constitutionnel qui auront su faire prévaloir l'équité fiscale en censurant d'office le régime particulier de la CET.

Désormais, la loi établit les mêmes règles de taxation pour une entreprise en BNC réalisant moins de 500 000 euros de chiffre d'affaires et employant moins de 5 salariés que pour les entreprises relevant du régime de droit commun (sociétés de capitaux, exploitants individuels impliqués dans la catégorie des BIC, exploitant individuels imposés dans la catégorie des BNC plus de 5 salariés).

Ce sont plus de 550 000 professionnels libéraux qui sont rassurés et vont pouvoir continuer à s'engager dans la création et le développement de leur entreprise.

« Nous nous réjouissons d'avoir défendu fermement les principes d'équité fiscale de la CET au cours de 4 derniers mois et de remporter aujourd'hui ce combat. Les professionnels que nous représentons sont des dirigeants de TPE de proximité, contribuant aux créations d'emplois et ce, dans toutes les régions françaises. Chaque année, environ 60 000 professionnels créent une structure entrepreneuriale libérale et embauchent », rappelle Olivier Aynaud, secrétaire général de l'UNAPL.

Entre 2000 et 2007, le nombre de professionnels libéraux qui ont tenté l'aventure de la création d'entreprise a augmenté de 26% quand celui des installations individuelles reculait de 3,7%. Les professions libérales pèsent plus d'un quart des entreprises françaises et 11% de l'emploi privé, avec une grande majorité en BNC et employant moins de 5 personnes.

A propos de l'UNAPL

L'UNAPL regroupe 63 organisations syndicales représentatives de toutes les professions libérales, soit plus de 600 000 entreprises libérales des secteurs du droit, de la santé, de la technique et du cadre de vie. Ce secteur économique représente 26% des entreprises françaises et 11% de l'emploi total du secteur privé.